

BIJDRAGE

Le déclin et l'évanescence des communistes de Belgique (1978-1997)

Pascal Delwit et Jean-Michel De Waele, maîtres de conférences en sciences politiques à l'ULB et directeurs du laboratoire d'étude des partis politiques

De 1978 à nos jours, le Parti Communiste de Belgique (PCB) a connu une chute considérable de son influence. Sur le plan électoral, il a perdu lors du scrutin législatif de 1985 toute représentation parlementaire. Il lui restait à ce moment deux députés - Daniel Fedrigo et Didier Bajura - et un sénateur - Jules Vercaigne - sur un ensemble de quatre cent-vingt-quatre parlementaires. Sur le plan syndical, son influence s'était fortement réduite. La perte de ses derniers représentants nationaux a accéléré l'affaissement communiste en Belgique.

Dès lors, les événements de 1989 - chute du mur de Berlin - et de 1991 - écroulement de l'Union soviétique - n'ont pas bouleversé mais plutôt confirmé ou exacerbé des évolutions et des attitudes antérieures.

Dans cette contribution, nous développerons successivement les évolutions statutaires internes du parti communiste, la courbe des résultats électoraux depuis le milieu des années '70 et l'évolution du nombre de ses adhérents durant la même période. Nous envisagerons ensuite les explications de l'échec de l'adaptation du parti communiste aux transformations 'sociétales'. Enfin, nous examinerons en détail l'évolution des positions du parti communiste en matière internationale, ses réactions ou plutôt ses non-réactions et ses silences face aux événements de 1989, face au coup d'Etat d'août 1991 et à la disparition de l'URSS, ainsi que les discussions internes sur l'avenir du PCB.

L'évolution de la structure interne du PCB

L'étude de la transformation de la structure interne du PCB est importante pour deux raisons. D'une part, elle atteste de la difficulté du parti communiste de s'adapter aux évolutions de la société belge. D'autre part, la dernière phase de la 'régionalisation' du parti en

1989, qui crée de fait un parti francophone et un parti flamand, correspond à une tentative désespérée de la direction de profiter des nombreux changements et mises en cause à travers le monde pour viser une remise à jour 'complète' politique et structurelle.

Le PCB a été la dernière formation politique

belge représentée au Parlement à conserver une structure nationale. Il modifie une première fois son organisation et son fonctionnement lors d'un congrès spécial, qui se tient en décembre 1982. Les compétences qui étaient antérieurement attribuées aux instances nationales - le congrès, le comité central et le bureau politique - sont, à partir de cette date, partagées entre un échelon national et un échelon régional/communautaire. C'est ce que précise l'article 15 des statuts renouvelés à cette occasion:

“Les organismes fédératifs du PCB sont compétents dans les matières d'intérêt régional et communautaire tant au niveau de l'élaboration que de la mise en oeuvre. Les organismes nationaux du PCB sont compétents pour:

- *toute problématique de la voie belge vers le socialisme [...];*
- *toutes les questions qui resteraient d'intérêt national dans un Etat fédéralisé, notamment la politique internationale;*
- *toutes les questions évolutives mais qui, en vertu de la loi, restent du ressort du gouvernement et du parlement national [...];*
- *l'administration des finances et le patrimoine ainsi que la politique des cadres”⁽¹⁾.*

Ces modifications ont entraîné la création de structures régionales/fédératives - le conseil francophone et le bureau francophone d'une part, le conseil flamand et le bureau flamand, d'autre part - parallèlement au maintien des structures nationales. Ces réformes, qui tentaient de rattraper le retard du parti en matière de régionalisation, alourdirent considérablement le fonctionnement du parti. Cela le mena très souvent à la paralysie et à une situation de 'congrès permanent'; chacune des instances devant à tour de rôle se réunir pour

renouveler sa ligne politique et sa direction. De plus, ce tardif essai fut rapidement dépassé par l'évolution politique du pays et par les conflits communautaires incessants au sein du parti communiste lui-même. Après de nombreuses discussions, le congrès de mars 1989 assumait la création de fait de deux partis.

Compte tenu de son faible poids sur le plan des effectifs et des résultats électoraux, l'aile flamande du PCB ressemblait plus, depuis longtemps, à un groupuscule qu'à un parti. Le parti communiste n'a en effet jamais réussi à percer en Flandre, y compris au moment de la montée en puissance du parti en 1936 et du meilleur score aux élections en 1946. A la fin de 1986, il n'y avait qu'un peu plus de 1200 membres dans les rangs du Kommunistische Partij van België. Cette proportion a par la suite diminué, ce qui a entraîné une disparition de fait de l'échiquier politique flamand du KP. L'influence du Parti Communiste s'est surtout située du côté francophone.

La partie francophone du PCB regroupe deux régionales, wallonne et bruxelloise⁽²⁾. Les instances dirigeantes sont le congrès francophone, le conseil francophone et le bureau francophone.

Les communistes francophones étaient organisés en treize fédérations d'importance inégale. Elles recoupaient largement les arrondissements électoraux des provinces francophones de Belgique. D'un point de vue historique, les fédérations les plus importantes sont celles de Liège, de Charleroi, de Bruxelles, du Borinage et du Centre. Elles couvrent, pour l'essentiel, les grands centres industriels traditionnels dans lesquels le PCB réalisait ses meilleurs scores électoraux.



VROUWENKOMMISSIE VAN DE KPB

Affiche uit de jaren '80

Analyse électorale du parti communiste

Pour le PCB, les années 1970 sont relativement stables du point de vue électoral. Le Parti Communiste n'a que très partiellement profité de l'amélioration générale de la situation des grands partis communistes occidentaux - PCF et PCI - qui remportent, au début de la décennie, des succès parfois importants. Certains ont aussi renouvelé leur ligne politique⁽³⁾.

En Wallonie, le parti communiste recueille respectivement 5,82%, 5,52%, 5,39% et 5,82% aux élections législatives de 1971, 1974, 1977 et 1978. Dans le même temps à Bruxelles, il obtient: 2,58%, 3,59%, 2,44% et 2,79%. En Flandre, le KPB recueille pour ces

quatre élections 1,59%, 1,59%, 1,23% et 1,90%.

A partir de 1981, un tassement significatif s'opère. Le PC récolte 2,31%. Par la suite, la chute se confirme, s'aggrave et s'accélère aux élections communales de 1982, au scrutin européen de 1984 et aux élections législatives de 1985 et de 1987. En l'espace de dix ans, le PCB avait perdu plus de deux tiers de ses électeurs de façon homogène en Belgique. Après 1987, le parti communiste disparaît quasiment de la scène électorale. Il ne s'est présenté que dans quelques arrondissements lors du scrutin de 1991 et de 1995, en appelant à voter pour la liste gauches unies au Sénat⁽⁴⁾. Il ne s'est pas présenté aux élections régionales bruxelloises de 1989 et de 1995.

Résultats du parti communiste: pourcentage en voix et pourcentage en sièges

	Bruxelles-Hal-Vilvorde	Wallonie	Flandre	Royaume	Bruxelles-Hal-Vilvorde	Wallonie	Flandre	Royaume
1971	2,58	5,82	1,59	3,10	3,03	5,55		2,35
1974	3,59	5,52	1,59	3,15	2,94	4,28		1,88
1977	2,44	5,39	1,23	2,71	2,49	1,42		0,94
1978	2,79	5,82	1,90	3,25	2,49	4,28		1,88
1981	1,95	4,24	1,29	3,31		2,85		0,94
1985	1,04	2,50	0,48	1,18				
1987	0,82	1,60	0,44	0,86				
1991		0,30		0,09				
1995		0,33		0,10				

Les différents types d'élection ont témoigné du caractère structurel et continu du déclin communiste. L'effondrement est particulièrement patent dans les régions de vieille industrialisation (sidérurgie, métallurgie, mines, textile,...) comme les entités liégeoise et hennuyère.

Dans le Hainaut, le parti communiste a perdu trois quarts de ses électeurs en neuf ans. Cette chute apparaît encore plus durement à l'examen des résultats aux différentes élections communales. Entre 1976 et 1988, le PC passe de 14,04% à 2,04% à Mons, l'une des princi-

pales villes de Wallonie. En 1994, il n'y a plus présenté de liste. L'ancien conseiller communal Pierre Gillis était présent sur la liste Ecolo. A Dour, vieille cité ouvrière, il obtenait 10,43% en 1976. En 1988, il n'est plus à même de se présenter. A Mouscron, il recueillait 10,29% en 1976. Là aussi, en 1988, il n'est plus présent. En 1988 et plus encore en 1994, il n'a conservé que quelques élus grâce à l'aura de certaines personnalités comme à Courcelles, Le Roeux, Tournai ou Quaregnon...⁽⁵⁾.

Dans la province de Liège, les écarts sont tout aussi imposants. Dans deux des principales villes industrielles où il y avait une implantation communiste - Seraing et Herstal - il tombe respectivement de 12,16% en 1976 à 5,20% en 1988 et 2,90% en 1994 et de 7,71% en 1976 à 2,71% en 1988 et 1,60% en 1994. A Visé, où il obtenait encore près de 11% en 1982, il ne peut présenter de liste en 1994. A l'issue du scrutin communal de 1994, il n'y a quasiment plus de conseillers communistes dans la province liégeoise.

Dans la province de Namur et dans l'arrondissement de Bruxelles, les scores des élections communales de 1988 avaient confirmé le passage sous un seuil de crédibilité électorale. En 1994, le parti communiste est totalement absent de la joute électorale communale.

Evolution des effectifs du parti communiste depuis 1975

Selon nos recherches et nos estimations, le nombre d'adhérents du parti communiste se situait, en 1975, à un peu moins de 6900 membres. Si l'on prend 1975 comme année de base, on constate qu'en l'espace de quatorze ans, le PCB a perdu plus ou moins la moitié de ses effectifs. A l'exception de la charnière entre 1982 et 1983 où le parti communiste perd 11% de ses membres, nous pouvons observer que cette chute s'est effectuée de manière régulière et continue sans grands à-coups.

A la veille de l'écroulement du mur de Berlin, il restait donc environ 2500 membres en Wallonie et 500 à Bruxelles. L'effondrement des régimes communistes et la délitescence du parti communiste ont accéléré le déclin. Selon les calculs des délégués présents au congrès de Saint-Vaast en mars 1995, il restait

1080 membres répartis de la façon suivante:

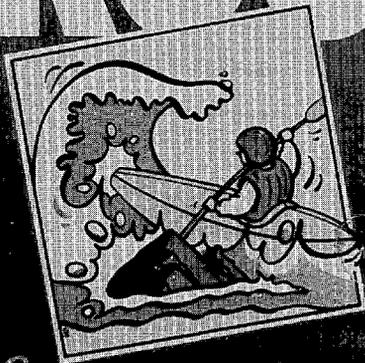
Borinage	105
Brabant wallon	45
Bruxelles	75
Centre	105
Charleroi	150
Huy	105
Liège	325
Namur	30
Ourthe Amblève	30
Tournai	90
Total	1080

Lors de la fête qu'il a organisée en octobre 1996 pour le septante-cinquième anniversaire de sa fondation, le Parti Communiste annonçait un peu moins de 2000 adhérents ⁽⁶⁾. En réalité, les effectifs du PC avoisineraient six cents membres répartis surtout dans quelques villes du Hainaut et de la province de Liège. Mais la disparition est quasi complète dans la région bruxelloise et dans les provinces de Namur et du Luxembourg.

L'inadaptation aux évolutions de la société

D'un point de vue historique, l'implantation du parti communiste a été significative dans les bassins ouvriers wallons et dans certaines branches du secteur tertiaire à Bruxelles. La crise économique qui a atteint dans les années 70 ces régions a dévasté des secteurs entiers tels que la sidérurgie, la métallurgie, les mines etc. Or, c'est précisément là que les communistes étaient les mieux intégrés. L'organisation du travail a subi des mutations importantes. De nouveaux principes de fonctionnement sont basés sur une plus grande individualisation et responsabilisation de chaque poste. La conception même du rôle

IN TEGEN- STROOM



Leies



KOMMUNIST

Roeien tegen de stroom in. Maar het mocht niet baten...

de l'ouvrier s'est modifiée. Tout ceci n'a pas été sans conséquence sur la formation de la conscience de classe des travailleurs. Le PCB a perdu en quelques années ses repères classiques. Comme une grande part du mouvement ouvrier européen, il a sous-estimé l'ampleur et les conséquences des mutations sociales et économiques⁽⁷⁾. Nous avons déjà pu remarquer, à travers les résultats électoraux et la chute des adhérents, l'échec de la prise en compte des nouvelles données économiques, sociologiques et culturelles. L'examen de l'origine socio-professionnelle des membres dans le courant des années 90 prouve le décalage important qui existait entre la composition sociale du parti et la réalité de la société belge.

Les résultats que nous avons calculés nécessitent une certaine prudence. D'abord parce que la catégorisation ne tenait pas compte de l'âge des membres. Nous ne savons donc pas si les membres interrogés étaient encore en activité au moment de l'enquête.

Une seconde nuance doit être apportée: les totaux obtenus le sont à partir des informations inscrites par le membre sur son talon d'adhésion où neuf choix lui étaient proposés. Ceci entraîne parfois des discordances par rapport à la réalité; notamment pour les adhérents ayant exercé plusieurs métiers.

Ceci dit, la représentation massive des ouvriers du secteur privé ressortait clairement. La moitié des membres wallons du PCB en faisait partie (49,6%). Si l'on ajoute à la catégorie 'ouvriers du secteur privé' celle des 'ouvriers du secteur public' qui représentait un peu moins de 10%, on obtenait un total de 60% d'ouvriers. Cette sur-représentation met a posteriori surtout en lumière la sous-représentation dans les autres catégories et notamment chez les employés:

Employés du privé	11,7%
Employés des services publics	10,0%
Enseignants	6,7%
Personnel issu du secteur (para)médical	2,3%
Personnel du secteur socio-culturel	12,0%
Etudiants	1,8%
Professions libérales	6,3%

Les choix politiques

La chute des résultats électoraux et l'effondrement des effectifs ont à la fois participé à la crise du parti communiste et agi comme révélateurs de celle-ci. Il y avait des raisons objectives et extérieures à l'organisation qui ont contribué à ce déclin: changements sociologiques profonds qui voient la classe ouvrière, dans laquelle le parti communiste puisait la plupart de ses électeurs, disparaître en tant que classe; installation massive d'une population maghrébine dans la région bruxelloise peu réceptive aux mots d'ordre et aux modes d'action du parti communiste; dégradation sensible de l'image de marque de l'Union soviétique à partir de 1975; nouvelle tension internationale suite à l'intervention soviétique en Afghanistan dès 1979, crise parallèle dans les partis communistes d'Europe occidentale,...

Toutefois, ces éléments ne peuvent expliquer à eux-seuls la délitescence du PCB. Ses choix politiques ont joué un rôle essentiel.

Le trait le plus significatif de la pratique politique du Parti Communiste a, sans aucun doute, été la recherche du consensus et du compromis entre les tenants de lignes différentes. La direction a louché continuellement sous la pression d'une forte minorité pro-soviétique. Elle a été paralysée par des divisions internes et des querelles personnelles d'autant plus difficiles à gérer que celles-ci se

déroulaient entre un nombre très réduit de personnes. Outre l'impact sur l'ensemble de l'organisation, la recherche du compromis permanent a bloqué l'émergence de nouveaux dirigeants plus sensibles aux revendications des nouvelles couches sociales.

Au niveau de la ligne politique, un décalage persistant a existé entre des résolutions aux accents novateurs et une pratique politique qui restait on ne peut plus classique. Ainsi, dans le cadre des relations avec le PCUS et le mouvement communiste, les communistes belges ont souvent pris leur distance par rapport à la politique soviétique lors des grandes 'affaires' qui ont secoué le monde communiste: intervention des troupes du pacte de Varsovie en Tchécoslovaquie (1968), procès contre les intellectuels en URSS, occupation de l'Afghanistan par les troupes soviétiques (1979), coup d'Etat en Pologne (1981),... Mais les formes que revêtaient ces condamnations étaient déjà des compromis souvent difficiles, qui résumaient les équilibres internes du parti.

En août 1968, le Parti Communiste de Belgique envoya une lettre ouverte aux PC qui avaient participé à l'intervention à Prague. Il y affirmait "ne pas pouvoir approuver l'intervention militaire [...]" et soulignait que "dans le cas présent (ils avaient) donné l'impression d'agir comme s'il était devenu impossible d'espérer les changements politiques qui permettraient d'aboutir au démantèlement des blocs militaires et au désarmement [...]"⁽⁸⁾. Mais après 'l'accord de Moscou', le député liégeois, Marcel Levaux, renouvelait au comité central du Parti Communiste tchécoslovaque la "solidarité (des communistes belges) pour la normalisation (sic) de la situation et notamment pour le retrait des troupes, pour la consolidation et le développement de la démocratie socialiste et la défaite des forces réactionnaires"⁽⁹⁾. L'expression 'normalisation'

était évidemment des plus malheureuses au vu de la connotation qu'elle prit par la suite mais son utilisation n'était pas le fruit d'un simple hasard. Levaux, qui représentait la tendance pro-soviétique du parti, estimait nécessaire d'évoquer les 'forces réactionnaires' dont près de trente ans après les événements de Prague, les observateurs cherchent encore la présence parmi les acteurs principaux du drame tchécoslovaque.

Suite à l'intervention soviétique en Afghanistan, les communistes belges furent plus prudents. Le PCB n'a officiellement réagi que le 7 janvier 1980; soit plus de dix jours après l'entrée des troupes. De plus, il faut lire tout le communiqué pour enfin arriver à la réprobation enveloppée dans des attaques contre les Etats-Unis: "Après avoir inspiré la décision de l'OTAN sur l'implantation des missiles eurostratégiques, les Etats-Unis et certains de leurs alliés ont trouvé dans l'intervention soviétique en Afghanistan le prétexte qu'ils cherchaient pour donner une impulsion nouvelle à leur politique de guerre froide [...]. Le parti communiste de Belgique se déclare solidaire des forces progressistes afghanes (sic) qui luttent pour arracher leur pays au sous-développement et pour assurer sa stabilité dans l'indépendance et la souveraineté nationales. [...] il regrette (que) l'Union Soviétique ait cru devoir intervenir dans les affaires intérieures du pays au point d'y engager un corps expéditionnaire"⁽¹⁰⁾. La formule utilisée était si tiède qu'elle déclencha une polémique interne. Petit à petit, le PCB se fit plus critique envers la politique soviétique en Afghanistan tout en refusant de soutenir un quelconque mouvement de résistance.

La désapprobation fut plus nette pour le coup d'Etat en Pologne: "Le recours au pouvoir militaire instauré dimanche en Pologne et les mesures draconiennes qu'il a prises sont pour le PCB incompatibles avec le socialisme dans un pays déve-

loppé. Le bureau politique les désapprouve donc. Il insiste sur la nécessité de reprendre d'urgence le dialogue entre le pouvoir et Solidarité et de lever tout, ce qui des deux côtés, a fait et fait obstacle à ce dialogue"⁽¹⁾. La notion des 'deux côtés' a suscité aussi quelques discussions internes mais la condamnation du parti communiste était claire.

A travers ces trois exemples et malgré les nuances présentes, l'attitude du parti communiste a toujours été la condamnation de la répression à l'Est. Néanmoins, les 'regrets', 'réprobations' ou 'condamnations' n'ont pas dépassé le cadre d'une prise de position ponctuelle.

Au cours des débats, le concept-clé qui émergea fut la notion de 'solidarité critique'. Suivant les interlocuteurs, le premier ou le deuxième terme de cette proposition prenaient plus ou moins d'importance. Par ailleurs, les discussions ou les compromis au niveau des instances dirigeantes étaient peu portés vers la base du parti, dont de larges secteurs restaient viscéralement attachés à l'URSS.

L'analyse faite avant l'arrivée au pouvoir de Gorbatchev impliquait que l'URSS, malgré ses travers - dénoncés - était toujours vécue par la direction et par les membres comme un contrepoids indispensable à l'impérialisme américain. Le PCB se refusait à renvoyer dos à dos les deux blocs qui étaient pour lui de nature différente. Cette analyse donnait continuellement l'impression que le parti communiste, malgré ses efforts pour se démarquer de Moscou, n'en restait pas moins bien complaisant à son égard. En tout état de cause, ses prises de position en matière internationale étaient caractérisées par une prudence extrême, qui les rendaient plus proches des déclarations diplomatiques de chancellerie que des résolutions d'un parti révolutionnaire.

Aucune étude de fond ne fut entreprise sur la nature des pays socialistes. La direction préférait éviter des thèmes de tensions dans le parti.

Après les élections législatives de 1981, la crise du PCB ne faisait plus de doutes. Les instances dirigeantes ouvrirent une tribune de discussion dans l'organe du parti, le *Drapeau rouge*. Deux courants principaux se dégagèrent.

D'une part, les tenants d'une ligne 'ouvriériste' et pro-soviétique. Ils soutenaient principalement l'action du parti communiste vers les entreprises et insistaient à ce titre sur les modes d'organisation (centralisme démocratique, réunions en sections et en cellules...), sur le fonctionnement qu'ils voulaient améliorer et sur la solidarité à exprimer à l'égard des pays socialistes. Ces options étaient surtout présentes dans les fédérations liégeoise et carolorégienne.

D'autre part, les partisans d'une politique autonome à l'égard de Moscou et d'une nouvelle pratique politique axée sur l'investissement des nouveaux mouvements sociaux. On les retrouvait surtout à Bruxelles et dans le KPB.

Tout au long des années 80, les deux tendances coexistèrent sans qu'une orientation soit vraiment privilégiée. Même après l'élimination du PC de la vie parlementaire en 1985 et les bouleversements en URSS à partir de cette même année, les communistes belges ne parvinrent jamais à sortir d'une logique paralysante. Seule la revue théorique, les *Cahiers marxistes*, lança le débat.

La fédération bruxelloise du PC et la jeunesse communiste essayèrent bien d'infléchir les positions du parti vers plus de distance par rapport aux pays socialistes et vers un renouvellement de la ligne politique du parti. Mais

CHAQUE JOUR 158 CHOMEURS EN PLUS



AVEC
LE PARTI
COMMUNISTE

LUTTONS AUJOURD'HUI
POUR LES EMPLOIS
DE DEMAIN

"Le plus facile pour tous était de continuer à militer comme si de rien n'était"

ils n'obtinrent que des concessions mineures. De nombreux militants souhaitant réformer le parti de l'intérieur se découragèrent devant l'inertie de la direction. Les divergences internes grandirent à mesure que le 'camp soviétique' apparaissait de plus en plus sclérosé. Le parti était déjà en pleine délitescence sociale, politique et électorale.

De Gorbatchev aux événements de 1989

Cet état de décomposition, antérieur à l'arrivée au pouvoir de Gorbatchev, explique en grande partie le silence et le peu de réaction du parti belge face aux tremblements de terre que constituèrent pour le monde communiste la glasnost et la perestroïka. En fait pour le PCB, il était bien trop tard pour espérer pouvoir profiter d'un 'effet' Gorbatchev ou pour pouvoir à l'instar, d'autres partis communistes, accélérer leurs mutations en cours.

L'avènement de M.Gorbatchev au pouvoir modifia peu le cours des événements dans le PCB. Malgré le soutien largement affirmé au nouveau Secrétaire général et à la critique 'justifiée' des erreurs du passé, la direction ne ressentit pas le besoin d'analyser ou de mettre en cause ses propres positions passées. Pourtant, la politique extérieure soviétique subit de tels renversements que même les analyses des partis 'critiques' envers la politique brejnévienne semblaient bien timides voire complaisantes en regard des nouvelles positions du PCUS. Une fois de plus, dans l'histoire des partis communistes, les principaux changements étaient venus de Moscou⁽¹²⁾.

La direction belge se félicita systématiquement des nouvelles initiatives soviétiques et les reprit à son compte sans pour autant mo-

difier profondément sa ligne politique ou commencer un examen critique de sa propre politique. Le silence est alors total sur les multiples modifications qu'impliquaient les transformations de la politique extérieure soviétique.

La principale caractéristique pendant les événements de 1989 est... le silence des communistes belges. Le parti continue à fonctionner 'normalement'.

Plusieurs éléments expliquent ce silence. D'abord, soulignons l'état déjà moribond du parti qui ne parvenait plus à réunir un nombre appréciable de militants, ni à faire diffuser ses mots d'ordre. De plus, la surprise était tellement considérable qu'elle laissa de nombreux communistes sans voix. Au niveau de la direction, mettre l'accent sur les analyses du passé aurait nécessité une profonde mise en cause de son action politique et de ses responsabilités; deux pratiques peu habituelles dans le monde communiste. Enfin, nombre d'adhérents réformateurs avaient quitté le parti.

Au moment où le monde communiste tremblait sur ses bases et où de nombreuses directions passaient la main, il n'y avait plus personne pour incarner un autre leadership crédible qui pourrait reprendre le flambeau. Le plus facile pour tous était donc de continuer à militer comme si de rien n'était.

En novembre 1989⁽¹³⁾, par exemple, la direction décide encore d'envoyer un observateur au quatorzième congrès des communistes roumains malgré l'avis contraire d'une très forte minorité. Son rapport sera sans concessions: *"Que le quatorzième congrès ait choisi de placer délibérément la note sur la gamme triomphaliste... c'est son droit. Force est cependant de constater qu'il a dû pour cela sacrifier un élément essentiel: la crédibilité. Comment, en effet, ne pas être frappé par la différence entre les discours qui se*

sont tenus [...] vantant les mérites du 'socialisme multilatéralement développé'... et la réalité triviale concrète que connaît quotidiennement la population, celle que l'on peut apercevoir par exemple en faisant le tour des magasins et des marchés?"⁽¹⁴⁾. Même face au régime de Ceauçescu, pourtant critiqué en privé par nombre de dirigeants, la direction du PCB s'était refusée à rompre clairement les ponts. Pendant de longues années, le président du parti Louis Van Geyt refusa de répondre aux invitations répétées de N. Ceauçescu mais par souci diplomatique et pour ne pas créer de trop grandes vagues le Bureau Politique décida d'envoyer en visite un de siens. Cette politique diplomatique, souvent critiquée à l'intérieur même du parti, est tout à fait typique. Ces 'gestes politiques' passaient évidemment inaperçus à l'extérieur vu l'importance des plus réduites du parti communiste sur l'échiquier belge.

Depuis la chute du mur de Berlin, le parti communiste a tenu une conférence en mars 1990, un congrès en novembre 1990 et un congrès à Saint-Vaast en mars 1995. En 1990, il n'avait, ni en mars ni en novembre, abordé franchement les évolutions en Union soviétique et la disparition des démocraties populaires. On pouvait ainsi lire dans la résolution du congrès de novembre 1990 que "*l'analyse critique et collective de l'histoire du socialisme réel (sic) et de nos positions par rapport à lui devra se poursuivre (sic) dans les organisations du parti*"⁽¹⁵⁾.

Les discussions préparatoires à la conférence de mars 1990 avaient exacerbé deux courants dans le parti communiste. Pour la première fois, deux textes de résolution étaient présentés aux délégués. Pourtant, après deux jours de travaux et de discussions extrêmement dures, un seul document fut soumis aux congressistes. Son contenu était pour le moins flou et n'engageait formellement à rien. Pour

ne mécontenter personne, chacun pouvait y trouver autant de sujets de satisfaction que de mécontentement. Le parti communiste reconnaissait que "les PC, sous leurs formes traditionnelles, (avaient) vécu, et (que) le fonctionnement classiquement défini en s'inspirant du 'centralisme démocratique', (devait) aujourd'hui se redéfinir à partir d'un schéma plus ouvert de 'pluralisme autogestionnaire'. Il n'était toutefois précisé les implications concrètes de cette analyse.

Le chapitre relatif aux élections n'était pas plus clair et laissait ouverte toute interprétation: "*Il importe certes d'être présent sur le terrain électoral (par une campagne politique, le dépôt de listes du parti, de cartels, d'alliances plus durables ou sous autres formes qui leur paraîtront appropriées), mais il s'agit encore plus d'oeuvrer pour que les citoyens, les travailleurs prennent en main leur destinée*"⁽¹⁶⁾.

Cette conférence admettait néanmoins le droit à certaines fédérations de continuer leur expérience originale de Forum rouge/vert. Ce processus était né de la volonté de militants bruxellois d'amorcer un dialogue et, à terme, une alliance électorale avec le mouvement écologiste. Ecolo, fidèle à sa logique "*ni à gauche, ni à droite*", refusa toute collaboration avec un parti en désuétude. L'initiative du Forum rouge/vert avorta après quelques mois. Une autre tentative originale fut la transformation du quotidien communiste *Le Drapeau rouge*. Le 1^{er} janvier 1991, celui-ci modifia son appellation militante en un vocable moins marqué: *Libertés*. Ce nouveau projet se voulait une expression pluraliste de la gauche. On pouvait toutefois s'interroger sur la nature réelle de ces modifications dans la mesure où l'équipe rédactionnelle n'avait pas changé, où les locaux du quotidien se trouvaient dans la maison du Parti Communiste et où son financement était assuré par les communistes.

L'expérience se termina après quelques mois à peine. Le PC, devant de graves problèmes financiers, stoppa son aide à ce journal, qui commençait pourtant à recueillir un capital de sympathie qui dépassait le strict cadre de la famille communiste.

Le débat sur l'appellation du parti n'a pas véritablement eu lieu. Contrairement à d'autres partis (parti communiste britannique, finlandais, suédois, espagnol, italien, britannique...) et, malgré sa réduction à l'état groupusculaire, le parti belge a décidé de rester 'communiste'. Il y a là plus qu'un symbole. Ce décalage entre les indications manifestes de la crise existentielle du parti communiste et la timidité des choix et des résolutions qu'il adopta témoignait de la manière la plus significative de l'incapacité des communistes belges à tenter un réalignement politique.

Les réactions à la tentative de coup d'Etat en URSS

Les communistes belges réagirent deux fois aux événements du 19 août 1991 à Moscou. Une première fois le 20 août, avant la fin du putsch donc. Le bureau de l'Union des communistes de Belgique déclara: "*Les communistes de Belgique participent pleinement à l'émotion et à l'inquiétude de toute l'opinion démocratique et progressiste [...]. Ce n'est pas en mettant entre parenthèses les libertés et le pluralisme politique de fraîche date, ni en réinstaurant la censure [...] que la nouvelle direction auto-proclamée de l'URSS viendra à bout des difficultés économiques et sociales dont la Perestroïka ne venait pas à bout*"⁽¹⁷⁾. On ne peut qu'être frappé par l'absence de condamnation explicite du coup d'Etat - cette dernière expression n'est jamais utilisée. De même, à aucun

moment, le retour de Gorbatchev au pouvoir n'est demandé dans ce communiqué.

Un deuxième communiqué, daté du 2 septembre, évoque lui le coup d'Etat. Le PCB estime que "*par l'implication de secteurs essentiels de son appareil dans le coup d'Etat manqué, le PCUS, s'est avéré finalement incapable de s'inscrire résolument dans le sens des profonds changements démocratiques auxquels aspirent la société et les peuples de l'ensemble soviétique*"⁽¹⁸⁾.

Pour les communistes belges, les implications de ces événements sur les formations politiques de gauche étaient censées être nombreuses: "*Les conditions dans lesquelles les courants et les mouvements progressistes [...] développent leur pensée et leur action s'en trouvent profondément modifiées. Plus rapidement et plus lucidement ils en prendront la mesure, et plus utilement ils pourront contribuer demain à de nouvelles avancées [...]*". Le choc causé par la tentative du coup d'Etat et par l'interdiction du PCUS a poussé le courant le plus ouvert du parti à produire - enfin - une réflexion sur les erreurs d'analyse faites par les communistes belges. Il constitue la plus forte remise en cause, par un organe dirigeant, de la ligne politique du PCB. Il est l'oeuvre du bureau régional de la fédération bruxelloise du parti communiste. Quelle était la teneur du texte? Pour la fédération bruxelloise du parti communiste, alors que le "*cousinage historique (avec le mouvement communiste international) était un boulet, il n'y en a(vait) pas beaucoup pour se sentir libérer du dit boulet*". Quatre erreurs d'analyse auraient été commises, "*mêmes par les plus critiques d'entre nous*":

A. Le surplus produit dans les pays de l'Est a été accaparé par la nomenklatura. [...] Nous aurions dû mieux voir qu'il s'agissait bien [...] du pôle dominant et exploiteur de la société.

B. [...] Concrètement, nous n'avons pas saisi, par

exemple, la portée sociale de la dissidence, ni ses liens (même paradoxaux) avec une partie de la nomenklatura (technocratique, moderniste), ni l'appui de masse qui était acquis à bon nombre de dissidents.

C. En nous repliant sur 'notre' voie démocratique au socialisme, nous avons, implicitement ou expressément, considéré que, si la démocratie n'existait pas là-bas, c'était l'effet d'une histoire particulière, différente. A peu de choses près: on n'estimait que ce n'était pas une priorité, sinon une nécessité pour un pays sous-développé.

D. [...] Nous n'avons pas vu que l'identification Parti-Etat avait fini par vider de tout sens 'le parti' pour en faire principalement une caste de parvenus et d'arrivistes (sinon des mafieux). Et nous devons comprendre aujourd'hui que la dissolution de ce "machin" étatique est la condition nécessaire de l'éclosion de vrais partis, du pluralisme et de la démocratie [...]"⁽¹⁹⁾.

Il s'agit là de la réflexion la plus critique dans le parti communiste. Pourtant, elle resta sans suite.

Y a-t-il, dans ces conditions, des perspectives pour le parti communiste?

Il semble bien qu'avec la disparition de l'URSS - donc aussi de son soutien financier - le parti communiste soit en état de mort clinique. Plus rien ne semble désormais pouvoir le sauver. Les quelques biens immobiliers qui restent dans son patrimoine devraient lui permettre d'assurer ses obligations sociales vis-à-vis des derniers permanents rétribués. Sans objectifs à court ou à long terme, privé de soutien financier, vidé de toute substance, le PC ne semble même plus avoir la force de s'auto-dissoudre ou de favoriser l'éclosion d'un autre mouvement politique. Au demeurant, certaines organisations de la 'couronne' du PC ont déjà disparu: l'Union des Pionniers (UPB) et la Jeunesse Communiste (JC). De même,

Le Drapeau rouge et Libertés ont périclité. Le PC soutient encore le mensuel *Avancées*, mais ce dernier n'a qu'une audience très limitée. Seule en définitive, la revue historiquement proche du PC, *Les Cahiers marxistes*, conserve une qualité et une participation au débat public significatives. Mais la direction du PC ne semble pas vraiment partager la politique éditoriale de la revue comme le révèle cette critique voilée de Pierre Beauvois au congrès du PC en 1995: "La revue *Les Cahiers marxistes* s'adresse à un public intellectuel et bénéficie d'une aide financière du parti. Cet organe théorique de la gauche Marxiste fonctionne de façon thématique. La déontologie à maintenir est de permettre aux diverses sensibilités de la pensée progressiste de s'y exprimer, y compris la nôtre"⁽²⁰⁾.

Du côté flamand, quelques personnalités du KP ont rejoint les rangs du SP ou d'Agalev - soutenu notamment par le dernier président national du PCB, Louis Van Geyt - d'autres participent à la création d'une formation rouge-verte (*rood-groene beweging*) sans beaucoup d'écho. Enfin, quelques militants ont rejoint le parti du travail (PTB-PVDA).

Conclusions

Dès sa création, le PCB a principalement articulé son action autour de pôles d'influence dans la société belge: les grands bastions wallons de l'industrie lourde à l'origine de la croissance et du développement industriel de la Belgique.

Ces fiefs syndicaux et politiques du mouvement ouvrier, principalement situés dans le Hainaut et à Liège, ont subi depuis 1945 un dépérissement lent qui s'est accéléré au milieu des années 70 au point d'avoir quasiment disparu aujourd'hui.

Le parti communiste avait fondé son influence syndicale, politique et électorale dans et à travers ces secteurs. Face à cet éclatement accéléré, il s'est trouvé sans réponses. C'est donc la base sociale qui constituait et participait à son influence, voire à son existence, qui s'est effondrée durant ces années. Le manque de pénétration politique du parti communiste dans les couches montantes ou dans les nouveaux terrains de lutte est patent.

Ces éléments extérieurs n'expliquent cependant pas seuls l'état du parti communiste. Sa pratique consensuelle en politique intérieure et internationale l'ont mené à une prudence permanente dans ses orientations. Balancé entre une branche plutôt ouvriériste et pro-soviétique, et un courant plus 'intellectuel' et jeune, le parti communiste s'est refusé à assumer les choix de l'un ou l'autre. Ni les événements de 1989 ni ceux de 1991 n'ont contredit cette logique. Le PCB a, au contraire, refusé d'engager un véritable débat sur la nature de ce qui se déroulait et sur ses positions passées. Ce nouvel échec était peut-être le dernier possible. L'absence de réactions aux bouleversements à l'Est et le non-renouvellement de ses effectifs l'ont conduit vers une disparition lente dans l'indifférence quasi totale.

- (1) *Statuts du Parti Communiste de Belgique*, Texte adopté par la deuxième session du 24e congrès du PCB, Bruxelles, le 18 décembre 1982, 22 pages, p. 15.
- (2) Le cas de Bruxelles était un problème difficile à traiter pour un parti qui voulait conserver un 'chapeau' national. Pour être simple retenons que la fédération Bruxelloise intervenait à la fois comme composante francophone dans les instances fédératives francophones, à la fois comme composante flamande dans les instances fédératives flamandes, à la fois comme régionale à part entière pour les questions ayant trait aux régions et à la régionalisation.
- (3) Voir P. DELWIT, J.M. DE WAELE, J. GOTOVITCH, *L'Europe des communistes*, Bruxelles, 353 p.

- (4) P. DELWIT et J.M. DE WAELE, *La gauche de la gauche* : le parti communiste, le parti du travail, le parti ouvrier socialiste et gauches unies. Dans : P. DELWIT et J.M. DE WAELE (eds.), *Les partis politiques en Belgique*, Bruxelles, deuxième édition, 1997, pp. 233-234.
- (5) Encore faut-il souligner qu'il s'agit souvent d'alliances électorales de nature parfois surprenante. Dans le cas de Quaregnon, en 1988, il s'agissait d'une alliance entre le PRL, le PCB et le PSC dans l'espoir de renverser la majorité absolue socialiste.
- (6) *Le Soir*, 26-27.10.1996.
- (7) Voir M. ALALUF, *Des repères parmi d'autres*. Dans : P. DELWIT, J.M. DE WAELE (eds.), *La gauche face aux mutations en Europe*. Bruxelles, 1993, 228 p.
- (8) Lettre ouverte du parti communiste de Belgique aux partis communistes de l'URSS, de Bulgarie, de Hongrie, de Pologne et de RDA. Dans : *Le Drapeau rouge*, 23.08.1968.
- (9) M. LEVEAUX, *D'un mal peut-il sortir un bien?* Dans : *Le Drapeau rouge*, 30.08.1968.
- (10) Communiqué du bureau politique. Dans : *Le Drapeau rouge*, 08.01.1980.
- (11) Pologne : nette désapprobation du parti communiste de Belgique. Dans : *Le Drapeau rouge*, 18.12.1981.
- (12) Voir P. DELWIT, J.M. DE WAELE, J. GOTOVITCH, *L'Europe [...]*.
- (13) Souligné par nous.
- (14) H. CAMBIER, *Souveraine... la Roumanie choisit l'isolement*. Dans : *Le Drapeau rouge*, 28.11.1989.
- (15) Quatrième congrès du parti communiste, Montignies sur Sambre, 3-4 novembre 1990. Dans : *Faits et arguments*, décembre 1990(95), p. 7.
- (16) P. DELWIT, J.M. DE WAELE, J. GOTOVITCH, *L'Europe [...]*, p. 2.
- (17) *Avancées démocratiques, périodique bimestriel du PC*, septembre 1991(98), p. 15.
- (18) P. DELWIT, J.M. DE WAELE, J. GOTOVITCH, *L'Europe [...]*, p. 2.
- (19) *PC-DOC*, novembre 1991, pp. 2-3.
- (20) PC, Ve congrès du PC. Documents congressuels, Saint-Vaast, 25-26 mars 1995. Dans : *Le Drapeau rouge*, supplément au n° 10, février-mars 1995, p. 37.

LES U.S.A. REFUSENT DE SIGNER L'INTERDICTION DE L'ARME BACTERIOLOGIQUE
TRUMAN DECLARE: "NOUS POSSÉDONS DES ARMES FANTASTIQUES"

HALTE LES AMÉRICAINS SÈMENT LA PESTE
ET LE CHOLÉRA en CORÉE, en CHINE
le monde entier est menacé!
AUX CRIMINELS DE GUERRE!



ÉDITÉ PAR LE PARTI COMMUNISTE DE BELGIQUE

'La peur des Amerloques!' Affiche uit de jaren '50